



Independent observer
of the Global Fund

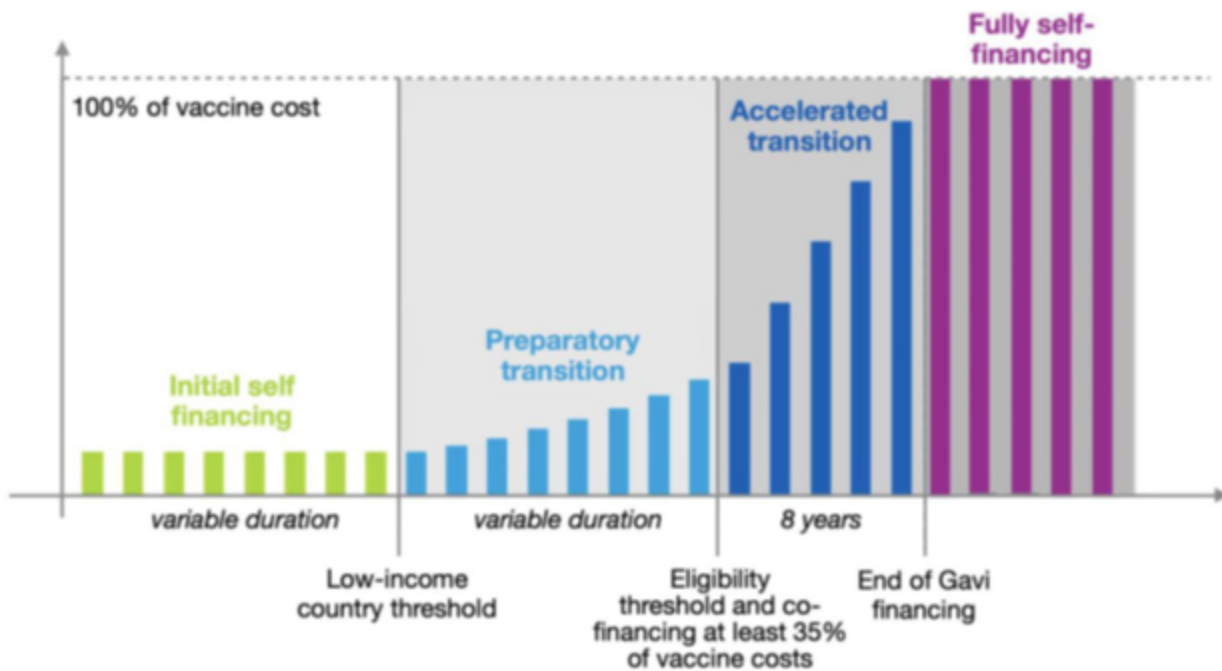
Soutien de Gavi à la vaccination au Nigéria

Contexte

Gavi, l'Alliance pour les vaccins, a joué un rôle de premier plan en fournissant un appui financier et technique aux pays partout dans le monde dans le but de renforcer leurs programmes d'immunisation. Le soutien de Gavi aux pays comprend le renforcement des systèmes de santé, l'aide à l'achat et à la distribution des vaccins, l'optimisation des équipements de la chaîne du froid et l'aide ciblée aux pays par l'intermédiaire de partenaires. Par l'investissement dans les infrastructures des systèmes de santé, l'assurance de la disponibilité des vaccins à des prix abordables, l'optimisation des systèmes de la chaîne du froid et la résolution des problèmes de vaccination spécifiques, Gavi entend améliorer durablement les programmes de vaccination en veillant à accroître le nombre de personnes ayant accès aux vaccins et en réduisant les disparités en matière de couverture et de résultats.

Conscient de l'importance d'un financement durable de la vaccination, Gavi a élaboré un [Plan de transition de l'aide](#) permettant aux pays de réduire progressivement leur dépendance vis-à-vis de Gavi tout en consolidant leurs ressources et leurs systèmes de vaccination. Ce plan comprend quatre phases interconnectées qui facilitent une transition harmonieuse pour les pays comme l'illustre la figure 1 ci-dessous.

Figure 1: Plan de transition de l'aide de Gavi.



Source: Politique d'éligibilité et de transition de l'Alliance Gavi, version 4.0

Le plan reconnaît la nécessité pour les pays de s'approprier leur programme de vaccination et d'assumer progressivement une plus grande responsabilité financière. Dans le cadre de ce plan, Gavi travaille en étroite collaboration avec les gouvernements et d'autres partenaires à l'élaboration de stratégies qui facilitent une transition harmonieuse. Gavi utilise le revenu national brut (RNB) pour déterminer l'éligibilité au soutien. Gavi actualise chaque année le seuil d'éligibilité au soutien pour les pays, et a fixé ce seuil à 1 730 dollars de RNB par habitant en 2023 à des fins de planification.

Dans le cadre de la politique de Gavi, les pays sont classés en trois phases qui sont les suivantes: autofinancement initial, phase préparatoire et phase de transition accélérée. La phase d'autofinancement initial s'applique aux pays dont le RNB est inférieur au seuil des pays à faible revenu, soit actuellement un RNB de 1 085 dollars. La phase de transition préparatoire concerne les pays dont le RNB est supérieur à ce seuil. La phase de transition accélérée commence lorsque la moyenne sur trois ans et le RNB le plus récent d'un pays dépassent le seuil d'éligibilité et que le pays est en mesure de cofinancer au moins 35 % du coût des vaccins. Cette phase peut s'étendre sur une période allant jusqu'à huit ans, période au cours de laquelle le pays peut encore solliciter un nouveau soutien pour les vaccins. À l'issue de la phase de transition accélérée, on estime que les pays ont atteint un niveau d'autofinancement intégral.

Soutien de Gavi au programme de vaccination du Nigéria

[Le soutien de Gavi au Nigéria](#) remonte à l'année 2001, date à laquelle le pays est devenu éligible au financement de Gavi. Au fil des ans, Gavi a fourni une aide financière substantielle de plus de 7 milliards de dollars aux programmes de vaccination du Nigéria. Au départ, il était prévu que le Nigéria cesse de bénéficier du soutien de Gavi en 2021. Toutefois, le pays n'étant pas en mesure d'assumer les coûts du programme de vaccination, Gavi lui a accordé une prolongation.

[Le nouvel accord prévoit un investissement important de 2,7 milliards de dollars, dont 1,03 milliard de dollars provenant de Gavi et plus de 1,9 milliard de dollars du Nigéria](#) Cet investissement a pour objectif de sauver la vie de 1 539 651 enfants de moins d'un an d'ici 2028, ce qui en fait l'investissement le plus important du Nigéria dans le secteur de la santé. Il permettra notamment, selon les prévisions d'augmenter les taux de vaccination, d'améliorer la chaîne d'approvisionnement en vaccins, de rétablir la crédibilité financière, de revitaliser le système de soins de santé primaires (SSP) et de consolider les efforts d'éradication de la poliomyélite. À terme, cet investissement contribuera à améliorer les services de santé et à sauver des vies nigérianes.

L'Agence nationale de développement des soins de santé primaires du Nigéria (NPHCDA), un organisme parapublic du ministère fédéral de la Santé, est chargée de fournir un appui technique aux gouvernements infranationaux afin qu'ils puissent mettre en œuvre les services de soins de santé primaires de manière harmonieuse. Dans le passé, le financement des activités de Gavi au niveau national et au niveau des États était supervisé par la NPHCDA.

Cependant, un [Rapport d'audit de Gavi sur le Nigéria](#), publié en 2014, a révélé un détournement de fonds d'un montant de 2,2 millions de dollars au cours des années fiscales 2011-2013. Le rapport d'audit couvrait les dépenses et les activités d'approvisionnement menées par le ministère fédéral de la Santé, la NPHCDA et divers États. Conformément à la lettre d'entente et à l'accord-cadre de partenariat entre Gavi et le Nigéria, cosignés par le Ministre de la santé, le Ministre des finances et le Directeur général de Gavi, ce dernier a demandé au Nigéria de restituer les fonds. Gavi a depuis lors été [entièrement remboursé](#).

Pour remédier aux problèmes identifiés au cours des audits précédents, Gavi a décidé d'éviter temporairement toute allocation directe de ressources par l'intermédiaire des systèmes gouvernementaux. Gavi a donc introduit des [principes d'engagement pour le Nigéria](#), qui exigent du Gouvernement des engagements spécifiques. Ces engagements comprenaient, outre le remboursement des fonds détournés, l'augmentation annuelle des allocations budgétaires pour la santé, la garantie de l'équité programmatique dans les zones à faible couverture, la mise en œuvre de solides pratiques de suivi et d'évaluation et la démonstration d'une transition efficace des ressources destinées à l'éradication de la poliomyélite. [Gavi a clairement indiqué que le non-respect de ces principes entraînerait la suspension de tout soutien ultérieur.](#)

Avec le soutien de Gavi et de ses partenaires, le Gouvernement du Nigéria a élaboré la Stratégie nigériane pour la vaccination systématique et le renforcement des systèmes de soins de santé primaires (NSIPSS). La NSIPSS dispose d'un cadre de reddition de comptes qui témoigne de l'engagement du Gouvernement à assurer la redevabilité financière et programmatique. Ce cadre comporte des indicateurs

clés relatifs à la redevabilité et définit les récompenses et les sanctions attendues sur la base des principes d'engagement susmentionnés. L'objectif est de garantir la transparence, la responsabilité et l'efficacité dans l'utilisation des ressources et la mise en œuvre des programmes.

Conformément aux principes d'engagement, Gavi a reconnu l'importance du renforcement à long terme des capacités de gestion financière au niveau national et dans certains États. Dans l'optique d'une transition vers une gestion fiscale durable, Gavi a accepté de soutenir le développement des capacités de gestion financière par le biais d'une collaboration entre elle et la NPHCDA afin de remédier aux faiblesses du système et de le renforcer.

Gavi et Aidspace s'associent pour renforcer la capacité des systèmes nationaux à assurer la supervision des subventions

Aidspace peut désormais étendre son projet de renforcement des capacités des institutions supérieures de contrôle aux structures de reddition de comptes du Nigéria pour l'amélioration de la redevabilité et de la gouvernance.

[Les institutions supérieures de contrôle](#) (ISC) sont des institutions publiques de surveillance chargées d'assurer le contrôle des recettes et des dépenses de l'État. Le projet d'Aidspace pour le développement des capacités des ISC lancé en 2018 a pour objectif d'améliorer la surveillance des finances, des programmes, des achats et de la gestion des stocks pour les initiatives mondiales de santé, qui comprennent les programmes soutenus par Gavi et le Fonds mondial. Aidspace est actuellement en train de mettre en œuvre la troisième phase du projet, qui porte sur le renforcement des capacités des ISC et des auditeurs internes en République démocratique du Congo (RDC), au Malawi, au Mozambique, au Nigéria, en Tanzanie, en Ouganda et au Zimbabwe. Cette phase est soutenue par le programme BACKUP Health de la GIZ, avec le financement du ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement (BMZ) et du Foreign, Commonwealth & Development Office (FCDO) du Royaume-Uni.

Gavi [soutient le renforcement des capacités institutionnelles des pays en transition vers l'autofinancement intégral de leurs programmes de vaccination](#). Gavi dispose d'une [politique en matière de transparence et de redevabilité](#) (TAP) qui a pour but d'assurer une gestion transparente et responsable de son soutien au niveau des pays. Cette politique fixe des normes minimales pour l'utilisation de l'argent en espèces, des vaccins et des dispositifs de vaccination, en mettant l'accent sur des systèmes appropriés de gestion des finances et des vaccins, le respect des exigences en matière d'établissement de rapports et l'adhésion aux normes de transparence et de lutte contre la corruption. Elle met l'accent sur l'efficacité de l'aide, la prévention des abus, le suivi fondé sur les risques, la flexibilité, la responsabilité mutuelle et le renforcement des systèmes nationaux.

Dans le cadre de son engagement en faveur du renforcement des systèmes nationaux et du renforcement des capacités institutionnelles, Gavi collabore avec Aidspace dans son projet de développement des capacités des ISC. Ce projet a pour objectif de doter les ISC et les auditeurs internes des pays bénéficiaires, des connaissances et des compétences nécessaires à la réalisation d'audits complets liés

aux subventions de Gavi. La formation vise en effet à améliorer la surveillance et la transparence dans l'utilisation des fonds de Gavi et à assurer le succès des programmes de vaccination au fur et à mesure que les pays évoluent vers l'autofinancement. À ce jour, 50 auditeurs des ISC du Malawi et du Nigéria ont été formés à l'audit des subventions de Gavi.

Au Nigéria, Aidsplan a organisé, en collaboration avec Gavi, une formation de cinq jours à Abuja, du 29 mai au 2 juin. Cette session a accueilli des auditeurs de l'Office of the Auditor General for the Federation of Nigeria (OAuGF) et du NPHCDA, créant ainsi un environnement propice au partage des connaissances et à l'amélioration des compétences.

Figure 2: Formation d'Aidsplan-Gavi à l'audit pour l'OAuGF et la NPHCDA à Abuja



Source: [Formation de l'OAuGF par Aidsplan \(Tweet\)](#)

Cosmus Wahinya, un cadre supérieur de Gavi, a présenté un exposé sur le soutien de Gavi au Nigéria au cours duquel il a indiqué que, grâce à l'assistance financière et technique de Gavi, la NPHCDA avait accompli des progrès significatifs. Cette agence a notamment développé un plan de renforcement des capacités de gestion financière (FMCB), mis en place un bureau amélioré pour assurer la coordination et la conformité des subventions, élaboré des procédures opérationnelles standard pour la gestion financière des financements des bailleurs de fonds et mis en place un système de comptabilité informatisé. Cosmus a décrit l'expérience de transition du Nigéria, illustrée par la figure 3. Reconnaisant le risque fiduciaire élevé associé à l'investissement au Nigéria et l'importance d'assurer une allocation efficace des fonds au niveau infranational, Gavi a mené une évaluation complète des capacités du programme (PCA). Cette évaluation a joué un rôle crucial dans la détermination de l'approche la plus appropriée pour l'allocation des ressources et a permis d'identifier les exigences en matière de gestion des subventions (GMR) à mettre en œuvre avant le décaissement des fonds.

Figure 3: Chronogramme de la transition financière du Nigéria



Source: Présentation de Cosmus Waihinya

Soutien continu de Gavi et projets futurs au Nigéria

Après [approbation par le conseil d'administration de Gavi du Fonds de gestion financière et d'assurance des risques en juin 2021](#), Gavi a renforcé son soutien à la NPHCDA. Ce soutien comprenait l'engagement de prestataires de services pour traiter les questions relatives aux modalités de pré-décaissement énoncées dans les exigences en matière de gestion des subventions (GMR). L'appui technique de ces derniers se poursuivra jusqu'en décembre 2023, sous la supervision de l'équipe de gestion financière du portefeuille (PFM). Les étapes ultérieures comprennent la formalisation des GMR, l'engagement des services d'un fournisseur d'assurance pour superviser la gestion financière des subventions de Gavi, la poursuite du renforcement du soutien au niveau de l'État et la finalisation des accords bancaires.

La [politique en matière de transparence et de redevabilité](#) (TAP) de Gavi définit le contexte de l'assurance fiduciaire au Nigéria afin de garantir l'utilisation appropriée de l'aide de Gavi, sa gestion transparente et l'établissement de rapports exacts et vérifiables. En outre, Gavi continue de travailler avec les PCA sur une base permanente en vue d'évaluer les systèmes et les processus utilisés pour éclairer la mise en œuvre et l'évolution du Nigéria vers la transition.

Pour aider le Nigéria à parvenir à l'autosuffisance, Gavi s'appuie sur les systèmes nationaux afin d'assurer une viabilité optimale. Il s'agit notamment de collaborer avec l'ISC et le prestataire de services d'assurance susmentionné, car la qualité et la rapidité des audits sont des éléments essentiels. Grâce à ces stratégies, Gavi essaie d'obtenir une assurance complète du programme, allant au-delà de la simple

conformité, afin de s'assurer de l'utilisation optimale des ressources limitées. Le soutien continu de Gavi à l'utilisation des systèmes de reddition de comptes internes du Nigéria contribuera non seulement à assurer la pérennité et l'efficacité des programmes de vaccination, mais également à renforcer le système de santé dans son ensemble, en réduisant les risques et en renforçant les capacités locales en matière de fourniture des soins de santé primaires.

[Read More](#)
